

Nouvelles Questions Féministes

Volume 39, N°1, 2020

Partir de soi : expériences et théorisation

Coordination du numéro

Marie Mathieu, Vanina Mozziconacci, Lucile Ruault, Armelle Weil

Antip●ides

Rencontre européenne « Femmes-Migration-Refuge » à Genève : création d'un espace de résistance et de solidarité internationales

Par la Marche Mondiale des Femmes/Suisse¹

Dans la perspective de la grève féministe du 14 juin 2019 en Suisse et à l'initiative de la Marche Mondiale des Femmes/Suisse, un groupe de militantes issues de différentes organisations a lancé, en décembre 2018, la mise sur pied d'une rencontre européenne qui a eu lieu les 27, 28 et 29 septembre 2019 à Genève. L'objectif de cette rencontre « Femmes-Migration-Refuge » était de donner corps à un réseau européen et de consolider la solidarité entre migrantes et femmes engagées pour une extension des droits qui soient indépendants du statut de séjour (requérantes d'asile, réfugiées, travailleuses avec ou sans statut légal, etc.).

Dès la naissance du projet, la participation de femmes directement concernées par ces enjeux a été déterminante en termes de structure, de prise de décision et de choix des intervenantes. Le réseau s'est constitué et diffusé auprès de migrantes et/ou de militantes actives dans la défense des droits de celles-ci en Suisse et en Europe.

Au niveau mondial, les femmes et les personnes LGBTIQ + représentent plus de la moitié des personnes migrantes. Leurs statuts respectifs sont divers, bien souvent précaires ou inexistantes. Les raisons de départ sont plurielles : économiques, contexte de guerre, discriminations et violences, dues notamment à l'appartenance de genre, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, les expressions de genre et les caractéristiques sexuelles. Dans les pays d'origine ou de provenance, comme sur le chemin de l'exil et dans les mal nommés « pays d'accueil », ces migrantes font face à d'innombrables obstacles institutionnels (administration, répression policière, etc.) et à des discriminations aussi bien sexistes et sexuelles que racistes. De surcroît, les matrices légales hétérosexistes les moulent dans différentes formes de dépendance, elles ne cessent d'être pensées en tant que mères et épouses².

1. Ce texte a été rédigé par Laetitia Carreras, membre de la MMF et du groupe de préparation de la rencontre présentée ici.

2. Par exemple en Suisse, en cas de dissolution de l'union conjugale et ce, même en contexte de violences conjugales, elles risquent le non-renouvellement de leur autorisation de séjour.

Dans le cadre de l'asile, les motifs de fuite ne sont souvent ni entendus, ni pris en compte. Dans celui de l'emploi, ni les formations ni les expériences professionnelles préalables ne sont reconnues. Confinées à des secteurs où les conditions de travail sont particulièrement précaires, tels que l'économie domestique et les soins, les migrantes pallient le manque d'infrastructures collectives et la répartition sexuée, inégale, du travail domestique. Le travail du sexe est également un des secteurs d'assignation. Quant aux victimes de traite, elles sont nombreuses, sans compter que beaucoup n'ont pas de statut légal et se trouvent alors d'autant plus précarisées, l'absence d'autorisation de séjour générant vulnérabilité et exploitation.

Rendre compte des résistances

Lors de la rencontre européenne de septembre 2019 qui s'est tenue à Genève³, plus de 260 participantes du monde entier se sont réunies⁴ : échanges, réflexion, partage de pratiques et d'expériences d'auto-organisation (réseaux, syndicats, associations), mise en commun des résistances – le tout sous forme de tables rondes et d'ateliers.

Voici quelques exemples de résistances qui illustrent la diversité, la richesse et la solidarité de ces journées :

À Rabat, la première maison-refuge le Baobab a été créée en 2015 – depuis, plusieurs lieux d'accueil ont vu le jour – pour les migrantes subsahariennes en fuite qui ont subi des violences sexuelles pendant la traversée du désert. Ces refuges leur permettent de reprendre leur souffle, d'avoir accès à un toit, à de la nourriture et des soins. Certaines poursuivront leur route jusqu'en Europe. L'administration de ces foyers d'accueil est à la charge de l'ARCOM (Association des Réfugié-e-s et Communautés Migrants au Maroc), qui dénonce également les violences policières à l'encontre des migrant-e-s résidant au Maroc.

En Suisse, le collectif R, militant pour l'accueil et la protection des requérant-e-s d'asile débouté-e-s⁵, revendique le droit de rester pour tou-te-s et l'abolition du principe dit « des pays sûrs ». Parmi ses actions cherchant à impliquer la société civile dans l'amélioration des conditions de vie et d'accueil, le collectif lance, en 2017, l'Appel d'elles⁶, pour que les politiques d'asile prennent

3. Le programme des trois jours de la rencontre est disponible sur : www.marchemondiale.ch/index.php/fr/actions-campagnes/femmes-migration-refuge/509-pour-une-europe-ouverte-solidaire-egalitaire-et-feministe.

4. La traduction tant des plénières que des ateliers a été un outil indispensable et précieux, permettant à toutes de se comprendre et d'intervenir dans leur langue.

5. C'est-à-dire les personnes qui ont reçu une décision de renvoi à l'issue d'une procédure d'asile et qui doivent quitter la Suisse.

6. www.appeldelles.ch.

en compte les violences sexuelles vécues par les migrantes et les enfants sur le chemin de l'exil – une prise en charge totalement lacunaire en Suisse.

Le réseau des migrantes du *care*, Respekt (collectif auto-organisé travaillant dans le secteur de l'économie domestique à Bâle), ainsi que des représentantes des organisations actrices de l'Opération Papyrus⁷ à Genève (le Centre de contact Suisses-Immigré-e-s, le Collectif de soutien aux sans-papiers et le syndicat Sit) ont rappelé la nécessité de reconnaître la valeur du travail domestique et de régulariser toutes les travailleuses de l'économie domestique.

Le réseau Convention Istanbul a rappelé pour sa part que cette convention (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique) devait absolument être mise en œuvre. Ses dispositions prévoient en effet que les droits des femmes victimes de violences n'ont pas à être différenciés selon leur statut (migrantes avec ou sans autorisation de séjour, réfugiées, requérantes d'asile) et qu'ils doivent être égaux, quel que soit le lieu où ces violences ont été commises, y compris sur la route de l'exil. L'octroi d'autorisations de séjour indépendantes de l'état civil, de la situation familiale ou des personnes employeuses, favorise des alternatives à la dépendance et les possibilités de reconstruction de soi.

Ces quelques exemples constituent autant d'actes et de processus de résistance qui permettent de nommer et de changer la réalité des parcours de migration comme d'inscrire la solidarité entre femmes dans des actions concrètes. Partagées par l'ensemble des participantes de la rencontre, les analyses qu'ils révèlent et les revendications qu'ils portent sont au centre de la plateforme que celle-ci a adoptée pour créer un espace européen de résistance féministe.

Adoption d'une plateforme commune pour une Europe ouverte, solidaire, égalitaire et féministe

Élaborée à l'issue du travail des ateliers, la formulation de la plateforme⁸ est volontairement restée très ouverte, car l'application de ses revendications⁹ doit pouvoir se concrétiser dans des contextes et cadres législatifs très différents :

7. L'opération Papyrus, à Genève, a permis de régulariser, selon des critères stricts, la situation de centaines de personnes et de familles sans statut légal. Elle a pris fin le 31 décembre 2018. Depuis son lancement, en février 2017, 1846 personnes ont obtenu, dans ce cadre, un permis. Ce processus est actuellement en passe d'être élargi à d'autres cantons.

8. L'entier de la plateforme figure à cette adresse: www.marchemonde.ch/index.php/fr/actions-campagnes/femmes-migration-refuge/509-pour-une-europe-ouverte-solidaire-egalitaire-et-feministe.

9. Celles-ci concernent toutes les personnes indépendamment de leur orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles. Les revendications et les exigences formulées dans la plateforme sont entendues comme applicables à toutes les personnes qui s'identifient pleinement ou partiellement en tant que femme, indépendamment du genre attribué à la naissance, ainsi qu'à toutes les personnes qui sont (ou, dans certains cas, ont été) considérées comme femmes.

Nous réclamons un véritable accueil des femmes victimes de violences, avec la suppression des renvois décidés notamment au nom des accords de Dublin. Nous exigeons une véritable mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, c'est-à-dire sa ratification sans réserve et sa pleine mise en application partout. Nous revendiquons une Europe qui garantisse un refuge aux femmes et aux personnes LGBTIQ+, ainsi que la reconnaissance des violences de genre comme motif d'asile. Nous voulons un réel accès aux soins et à la justice pour toutes, indépendamment du statut de séjour. Pour les personnes sans statut légal, nous réclamons la mise en place de mécanismes qui fassent primer le droit de la victime sur la législation en matière d'immigration et dès lors la non-transmission des données entre les autorités pénales et les autorités en charge des questions migratoires. Nous préconisons la reconnaissance et la valorisation du travail domestique, éducatif et de soins, ainsi que de son caractère indispensable à la vie; nous revendiquons la régularisation de toutes les travailleuses de l'économie domestique selon le principe un travail un permis, ainsi qu'un salaire réglementé et digne. Nous dénonçons l'impunité des sociétés transnationales (STN) et demandons la reconnaissance de la responsabilité des STN dans les violations des droits humains, les guerres et le changement climatique, qui entraînent des déplacements forcés de populations se transformant en mouvements migratoires structurels. Enfin, nous aspirons à une société sans racisme, sans sexisme, sans discriminations, c'est-à-dire à l'égalité de traitement pour toutes et tous.

En 2020, la cinquième action planétaire¹⁰

Au troisième jour de la rencontre, la plateforme que nous venions d'adopter a été restituée lors d'une solennelle et festive lecture publique. Une proposition d'action unitaire concrète a été présentée par Pinar Selek, à construire ensemble avec d'autres forces féministes et des groupes militants pour les droits des personnes en exil : l'occupation des frontières à Vintimille en 2020.

Le projet consiste d'une part à dénoncer les violences faites aux migrantes tout au long de leur parcours migratoire, en amont et en aval, et d'autre part à exiger des conditions d'accueil dignes et la reconnaissance de leurs motifs d'asile spécifiques. Enfin, il s'agit de cesser de criminaliser la migration, une criminalisation qui a notamment pour effet de favoriser les réseaux de traite des êtres humains. Cette proposition a été largement plébiscitée par les participantes à la rencontre européenne « Femmes-Migrations-Refuge ».

Réunie en vue du lancement de la 5^e action planétaire 2020, la coordination de la Marche Mondiale des Femmes/Europe a confirmé son soutien à cette occupation de la frontière franco-italienne. ■

10. Pour les actions planétaires précédentes, cf. www.marchemondiale.ch.